

Depuis juin 2009, date à laquelle le Gouvernement a procédé à une « réforme » du 1 % logement imposant aux collecteurs de se substituer à l'État pour financer chaque année à hauteur de 850 millions d'euros l'ANAH et de l'ANRU, réforme conduisant parallèlement à l'extinction du financement de l'adaptation des logements pour les personnes dites handicapées via Action Logement et l'opérateur chargé de l'étude des dossiers -- l'Association pour le Logement des Grands Infirmes --, l'association des élus du parti de gauche et apparentés n'a cessé de dénoncer, notamment à l'Assemblée Nationale, les conséquences désastreuses de cette décision.

Cette situation avait été dénoncée à l'époque par de nombreux parlementaires du parti socialiste et de ses alliés.

Mais au pouvoir depuis quatre mois, le Gouvernement n'a toujours pas répondu positivement aux milliers de personnes dites handicapées qui se retrouvent à présent confrontées à des situations de handicap insurmontables dans leur propre logement, alors même qu'il a déclaré à plusieurs reprises vouloir renforcer l'aide à domicile de ces personnes !

Tout au contraire, trois mois plus tard, la situation s'est encore aggravée !

En effet, **le Gouvernement vient de prélever 400 millions d'euros supplémentaires sur les fonds du 1 % logement pour financer sa politique du Logement, sans même décider de mobiliser une enveloppe des 5 à 6 millions d'euros indispensables pour les personnes dites handicapées,** contraignant Action logement à réduire un peu plus ses financements d'actions périphériques, et notamment à l'égard de ces personnes, avec pour conséquence complémentaire la liquidation judiciaire de l'opérateur associatif intervenant avec succès dans ce domaine depuis 1959.

Or, alors même qu'une Prestation de Compensation du Handicap (PCH) est censée avoir été créée par la loi du 11 février 2005 pour financer -- grâce au fameux « lundi de Pentecôte travaillé et non payé (!) », rappelons-le -- notamment l'adaptation des logements des personnes dites handicapées, le financement des travaux ad hoc reste dans 70 % des cas pour plus de la moitié, à la charge des personnes dites handicapées elles-mêmes !

L'association des élus du parti de gauche et apparentés dénonce cette politique qui condamne les personnes dites handicapées à être sacrifiées sur l'autel de l'austérité et exige du Gouvernement qu'il débloque les fonds nécessaires pour répondre aux besoins des personnes concernées !